

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
Cedex 2  
44036 NANTES

NANTES, le 14/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ARCELORMITTAL FRANCE**

route des Sables  
RD 107 rond point des Forges  
BP 5  
44610 Indre

Références : N6-2023-254-RAPPORT  
Code AIOT : 0006301117

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2023 dans l'établissement ARCELORMITTAL FRANCE implanté route des Sables RD 107, rond point des Forges 44610 Indre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARCELORMITTAL FRANCE
- route des Sables RD 107, rond point des Forges 44610 Indre
- Code AIOT : 0006301117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ARCELORMITTAL FRANCE à Indre a une activité de fabrication d'acier plat pour emballages (acier chromé ou étamé). Il s'agit d'un établissement « Seveso seuil bas » par la règle des « cumuls » et d'un établissement « IED » en raison de bains de traitement d'un volume global supérieur à 30 m<sup>3</sup>.

L'inspection du 07/02/23 a été menée dans l'objectif vérifier les suites données par l'exploitant aux

constats "susceptibles de suite" des inspections des 24/03/2022 et 23/08/2022 pour lesquels l'exploitant n'avait pas encore justifié d'une mise en conformité.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites données par l'exploitant aux constats "susceptibles de suite" des inspections des 24/03/2022 (thématique risques d'incendie dans les ateliers de traitement de surface) et 23/08/2022 (thématique autosurveillance des rejets aqueux) pour lesquels l'exploitant n'avait pas encore justifié d'une mise en conformité.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Désenfumage – présence de DENFC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	18 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	modalités de confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 03/09/2014, article 2.4	Susceptible de suites	Sans objet
3	Autosurveillance - pH et débit	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34-II	Susceptible de suites	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Un arrêté de mise en demeure est proposé pour encadrer la mise en conformité du système de désenfumage des ateliers de traitement de surface prévue sous 18 mois. L'exploitant doit apporter des précisions sur l'arrêt des pompes de relevage situées sous les ateliers de traitement de surface en cas d'incendie et transmettre son échéancier de mise en conformité concernant le déclenchement d'une alarme sonore en cas de valeurs de pH non conformes en sortie de la station "DEGREMONT"

### **2-4) Fiches de constats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
<p><b>Constats :</b> Au cours de la visite d'inspection du 24/03/2022, il avait été constaté qu'il y a en partie latérale haute du bâtiment abritant les installations de traitement de surface (2 lignes de revêtement), des ouvrants. Ces ouvrants ne disposent pas d'une commande d'ouverture automatique. Ils peuvent être actionnés individuellement de manière manuelle mais les quelques commandes d'ouverture manuelle qui semblent en état de fonctionnement, vues pendant l'inspection, ne sont pas placées à proximité des accès. Ce système d'ouverture n'est pas adapté en cas d'incendie.</p> <p>Suite à ce constat, il a été demandé à l'exploitant d'indiquer les actions correctives qu'il va engager et de préciser quelle surface totale représente les ouvrants par rapport à la superficie de l'atelier.</p> <p>Des échanges ont eu lieu avec le SDIS depuis cette inspection de 2022 dont une visite du site. A l'issue de ces échanges, l'exploitant indique que la surface totale des ouvrants équipants les 2 lignes de revêtement est de 2,2% mais que ces ouvrants ne répondent pas à la prescription susvisée. Pour leur mise en conformité, il convient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'installer des nouveaux ouvrants à ouverture manuelle au niveau des accès et automatique (ouverture asservie à la détection de fumée chaude d'où raccordement électrique nécessaire). Les ouvrants actuellement en verre devront être remplacés par des ouvrants en polycarbonate ;</li> <li>- de réaliser des écrans de cantonnement au niveau des 2 lignes.</li> </ul> <p>Les principales difficultés identifiées par l'exploitant pour cette mise en conformité sont la recherche d'une solution technique adaptée aux infrastructures existantes pour l'automatisation des ouvrants (raccordement électrique) et la nécessité de travaux en hauteur qui prennent en compte les contraintes de production (la durée du seul chantier de remplacement des ouvrants est estimée à 3 mois). Selon le planning prévisionnel de mise en conformité présenté au cours de l'inspection et suite aux échanges avec l'exploitant, celui-ci estime une mise en conformité possible sous 18 mois. <b>L'inspection des installations classées propose d'encadrer cette mise en conformité par un arrêté de mise en demeure qui reprenne le délai précité.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 18 mois

## N° 2 : modalités de confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/09/2014, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/03/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La gestion des eaux d'extinction fait l'objet d'une procédure. En cas d'incendie, un système permet l'arrêt de pompes de relevage automatiques situées dans les caves.</p>
<b>Constats :</b> Au cours de l'inspection du 24/03/2022, la procédure de gestion des eaux d'extinction n'avait pas été présentée. Aussi, il avait été demandée qu'elle soit transmise en indiquant les modalités d'arrêt des pompes de relevage situées dans les caves en cas d'incendie (qui permettent en situation normale le relevage d'effluents vers la station de traitement du site). Il avait également été demandé à l'exploitant qu'il indique combien de pompes de relevage sont présentes dans les caves et comment il s'assure que toutes seront arrêtées en cas d'incendie.
La procédure susvisée a été transmise à l'inspection des installations classées le 20/06/2022 (document intitulé fiche réflexe LRE1/LRE incendie section chromage/étamage). Cette procédure précise que le bouton d'arrêt d'urgence de la ligne à activer en cas d'incendie déclenche, outre l'extinction automatique, l'arrêt automatique des pompes de relevage. Par contre, l'exploitant n'a pas précisé combien de pompes sont concernées et n'a pas été en mesure de donner cette information pendant l'inspection du 07/02/2023.
<b>Observations :</b> Il est attendu que l'exploitant précise le nombre de pompes de relevage présentes dans les caves, comment leur bon fonctionnement est contrôlé et les barrières de sécurité mises en œuvre au niveau de la STEP en cas de défaillance de l'arrêt automatique d'une ou plusieurs pompes : il devra justifier que les eaux d'extinction des ateliers de traitement de surface ne peuvent être rejetées au milieu naturel en cas d'arrivée accidentelle à la STEP.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Autosurveillance - pH et débit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Débit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/08/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Ils sont mesurés et consignés avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet.</p> <p>Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.</p>
<b>Constats :</b> Au cours de l'inspection du 24/03/2022, il avait été constaté que le pH et le débit sont bien mesurés et enregistrés en continu et que les prélèvements sont asservis au débit. En cas de valeurs anormales du pH, il y a déclenchement d'une alarme sonore sur la station "PROSERPOL", vue en inspection, et arrêt des rejets (alarme sonore visualisée mais non testée en inspection - confirmation de l'arrêt du rejet par l'exploitant mais pas de procédure présentée). <p>Suite à ce constat, il a été demandé à l'exploitant qu'il transmette un document indiquant les valeurs de pH admissibles avant rejet pour les stations "DEGREMONT" et "PROSERPOL" et la procédure en cas de dépassement de ces valeurs.</p> <p>Le document précité a été transmis le 12/10/2022 (document intitulé "Procédure de réaction en cas de défaut pH" - une procédure par station). Ce document fait bien état d'un arrêt automatique du rejet en cas de valeurs de pH inférieure à 6,5 ou supérieure à 9 (valeurs prévues par l'arrêté d'autorisation du 30/11/2001).</p> <p>Au cours de l'inspection du 07/02/2023, l'exploitant a indiqué qu'en cas de valeurs anormales du pH en sortie de la station DEGREMONT, il n'y a pas de déclenchement d'une alarme sonore, contrairement à la station PROSERPOL.</p>
<b>Observations :</b> Il est attendu que l'exploitant transmette son échéancier de conformité concernant le déclenchement d'une alarme sonore au niveau de la station DEGREMONT en cas en cas de valeurs anormales du pH en sortie de cette station.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet